PRESSE FRANÇAISE ET CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

«Seul concurrent de Bouteflika : l'abstention»

Même si l'annonce officielle par Bouteflika de sa candidature pour un 3e mandat n'a pas fait la Une des quotidiens français, elle a néanmoins été donnée, le plus souvent sous forme factuelle, abstraction faite du journal* Le Monde*, qui, à travers un enregistrement vidéo parsemé d'illustrations du meeting de la Coupole, a mis en ligne un décryptage de l'événement, fait par Florence Beaugé, journaliste au service international du journal et pour qui ce troisième mandat va se caractériser par «la persistance d'un verrouillage qui profitera aux islamistes».

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Au-delà de la proclamation de sa candidature «sous étiquette indépendante» et ses promesses de poursuivre «sa politique de réconciliation» que l'ensemble des médias français ont retenues du discours de Bouteflika à la coupole du 5-Juillet, beaucoup se sont attardés sur le boycott par l'opposition du scrutin du 9 avril prochain.

Pour le *Nouvel observateur,* «l'élection présidentielle est d'ores et déjà boycottée par les dirigeants de l'opposition».

Le Monde souligne l'importance de courants ayant décidé de ce boycott : «la plupart des opposants, depuis la gauche jusqu'aux mouvements islamistes en passant par les forces kabyles qui devraient eux aussi boycotter le scrutin du 9 avril». En dehors de leurs remarques sur les partis «qui comptent » et qui ne prennent pas part à la compétition et dont beaucoup de quotidiens français ont rapporté les déclarations de leurs chefs (notamment celles de Saïd Sadi du RCD et Tabou du FFS), les journaux soulignent, comme le fait le quotidien *20 Minutes* qui titre «Bouteflika rempile pour un troisième mandat», que le plus grand danger est «l'abstention, ultime concurrent de Bouteflika et sera peut-être le pire adversaire de Bouteflika».

L'absence à ce scrutin «des poids lourds de l'opposition» est également soulignée par *Le Parisien*, qui au passage évoque un «Bouteflika affaibli par la maladie» et dont l'état de santé «fait toujours débat à Alger». L'hebdomadaire *l'Express* évoque lui aussi le spectre de l'abstention en notant «les électeurs risquent de bouder les urnes. Personne ne doute en Algérie que les jeux sont faits et les électeurs sont nombreux à se demander pourquoi aller voter».

Dans quasiment tous les papiers consacrés à cette candidature, les journalistes notent que «Bouteflika bénéficie déjà d'une formidable machine électorale» mise en branle depuis déjà quelque temps par les partis de la coalition et à même, naturellement, d'assurer sans problème la réélection du président sortant.

«Le troisième mandat ? Celui de la persistance du verrouillage»

Décryptant l'annonce de jeudi, Florence Beaugé du quotidien *Le Monde* considère que «ce n'est pas une surprise, car tout le monde s'en doutait et ce n'est qu'une confirmation». Elle pense par contre «étrange» ce dont bruissait Alger ces derniers jours et avançait que Bouteflika allait parler de sa possible succession «voire qu'il allait présenter son frère Saïd comme héritier en cours de mandat s'il lui arrivait quelque chose. C'était mal connaître et la situation dans le pays et le caractère de Bouteflika que de faire crédit à ces bruits, dit la journaliste, expliquant : «Le président Bouteflika ne peut avouer ses problèmes de santé car ce serait dire je ne me sens pas capable d'aller jusqu'au bout du mandat de 5 ans.» Du fait qu'aucun des poids lourds de la vie politique n'a accepté de jouer le jeu d'une compétition jouée d'avance, Bouteflika, dit encore la journaliste, «a non seulement une chance mais la garantie d'être élu».

Faisant le lien avec les dernières élections et rappelant que les grandes pointures se sont portées cette fois-ci absentes pour le scrutin, elles explique que «tout le monde a été échaudé par les précédentes élections de 2004 pendant lesquelles le pouvoir avait fait tenir à Ali Benflis, un dauphin et rival de Bouteflika, un rôle de lièvre, lui faisant croire et faisant croire à une partie de l'opinion publique qu'il avait des chances de l'emporter alors que les jeux étaient déjà faits». Que sera alors ce troisième mandat de Bouteflika ? Ce sera finalement, dit la journaliste du *Monde,* «la persistance d'un verrouillage et ça n'est pas bon pour ce qui est des islamistes. Parce que tôt ou tard, lorsque l'on verrouille le champ politique ça profite aux islamistes car eux sont toujours visibles dans les rues et les mosquées alors que les démocrates ne le sont pas et disparaissent du champ politique lorsque l'on verrouille».

K. B.-A.

L'INSTANCE EXÉCUTIVE ADOPTE UNE MOTION DE SOUTIEN À BOUTEFLIKA

Belkhadem tente de récupérer le «candidat indépendant»

Les membres de l'instance exécutive du FLN ont tenu, jeudi après-midi, à Sidi-Fredj, une session extraordinaire consacrée à l'adoption d'une motion de soutien en faveur de la candidature de Bouteflika. Une simple formalité qui a tourné en opération de récupération pour Belkhadem.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -Le secrétaire général du Front de libération nationale a été prompt à réagir, jeudi, suite à l'annonce officielle de la candidature de Abdelaziz Bouteflika à l'élection présidentielle du 9 avril prochain.

Quelques heures seulement après le «show à l'américaine» de la Coupole, Abdelaziz Belkhadem a réuni les membres de l'instance exécutive afin de faire adopter une motion de soutien en faveur du candidat-président, dont le texte avait été élaboré à l'occasion de la dernière réunion du Conseil national.

«L'instance exécutive du Front de libération nationale décide de soutenir le candidat, moudjahid, militant et frère Abdelaziz Bouteflika à la prochaine élection présidentielle, estimant qu'il est le mieux qualifié à diriger l'Algérie à l'occasion d'un nouveau mandat présidentiel. (Un mandat) qui assurera stabilité et croissance afin de faire face aux défis à venir et permettra au pays d'accéder au développement, à la renaissance et au progrès. Comme elle (l'instance exécutive) lance un appel aux militants et militantes et aux sympathisants du Front de libération nationale ainsi qu'à l'ensemble des citoyens qui croient en l'Algérie de l'espoir et du travail (…) à se rassembler autour de candidat Abdelaziz Bouteflika afin qu'il conquière la confiance du peuple algérien», clamera Nadhir Boulgroune, directeur de la publication de *Sawt El Ahrar*, l'organe central du FLN, chargé de lire à l'assistance le contenu de cette motion de soutien.

Soumis au vote, le texte sera adopté à l'unanimité. Mais, fait étrange, ce qui aurait dû être une seconde fête ne s'est avéré être qu'une simple formalité. Une formalité qui s'est déroulée dans une ambiance morose.En fait, Abdelaziz Belkhadem était quasiment seul à jubiler.

Bien sûr, le secrétaire de l'instance exécutive du FLN n'a pas manqué de s'approprier l'annonce de la candidature de Bouteflika.

«Nous avons été la première formation politique à avoir appelé à la révision de la Constitution. Nous avons également été le premier parti à avoir demandé à Abdelaziz Bouteflika de se porter candidat à un autre mandat. Notre attente n'a pas été vaine puisqu'il a répondu aux sollicitations du Front de libration nationale», a affirmé Belkhadem.

Pourtant, quelques heures plus tôt, Abdelaziz Bouteflika avait clairement déclaré se présenter en qualité de «candidat indépendant» à l'élection présidentielle du 9 avril.

Il est vrai qu'au regard de la loi, toutes les candidatures à la magistrature suprême sont déposées à titre personnel. Et en mettant en exergue le terme «indépendant», le président sortant envisage de ratisser large.

Il est le candidat de tous les Algériens et pas uniquement des partis de l'Alliance présidentielle et encore moins du FLN.

Sauf que pour rester à la tête de son parti, Abdelaziz Belkhadem doit maintenir l'illusion de liens solides entre le FLN et Bouteflika, qui est, depuis le 8e congrès bis, président d'honneur du Front.

Reste l'essentiel. Le FLN est aujourd'hui totalement disloqué sur le plan organique, notamment au niveau de ses structures de base.

Cette formation est incapable de faire face au forcing de son «allié», le Rassemblement national démocratique de Ahmed Ouyahia.

Après l'élection présidentielle, Belkhadem risque d'être confronté à une réalité des plus difficiles. Il lui sera impossible de jouer indéfiniment à l'illusionniste.

T. H.

GHOULAMALLAH À BOUIRA

La mosquée et les zaouïas au secours de la présidentielle

Finalement, de tout le programme tracé au ministre des Affaires religieuses et des Waqfs lors de sa visite dans la wilaya de Bouira, mercredi passé, ce n'était ni ces rallonges d'enveloppes pour les constructions des mosquées ou des zaouïas ni celles des écoles coraniques qui étaient l'essentiel de la visite, mais bel et bien la présidentielle du 9 avril prochain. Avec la visite de ce mercredi, le pouvoir, et quoi qu'en disent les trois compères de la coalition, a démontré qu'il redoute bien plus qu'il ne dit l'abstention.

Ainsi, à la fin de sa visite, le ministre des Affaires religieuses a regroupé l'ensemble des imams des mosquées de la wilaya au niveau de la maison de la culture, pour leur donner certaines orientations et conseils relatifs aux «nobles» missions des mosquées, c'est-à-dire celui de prêcher la bonne parole, d'orienter le citoyen dans le droit chemin et d'unir le peuple autour d'un seul objectif : celui de l'amour de la patrie et de Dieu. Jusque-là, le ministre des Affaires religieuses était vraiment dans son rôle. Cependant, au fil de son discours qui a duré quelque 42 minutes, M. Ghoulamallah a commencé à étaler les vertus du dialogue, de la réconciliation entre la victime et le bourreau en se basant sur des versets coraniques, pour évoquer les lois sur la *rahma*, puis celle de la concorde civile et enfin la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Toutes ces lois initiées par le pouvoir, le ministre Ghoulamallah s'en félicite d'avoir trouvé en les mosquées les relais idéaux pour leur promotion.

Bien entendu, ce raisonnement n'était pas fortuit car, le ministre des Affaires religieuses dira que, autant les mosquées étaient là au rendez-vous pour promouvoir et expliquer au peuple ces lois initiées par l'Etat algérien, sous-entendu le président Bouteflika, autant aujourd'hui, les mosquées sont appelées à jouer convenablement leurs rôles de sensibiliser les citoyens sur la nécessité de participer aux élections et ne pas laisser d'autres décider en leur nom.

Là, le ministre s'est éloigné complètement du noble rôle des mosquées, en versant pleinement dans la politique. Il est allé dans son raisonnement jusqu'à fustiger les partisans du boycott en les traitant d'antinationaux qui jouent le jeu des puissances étrangères qui veulent nuire au pays.

Ainsi donc, selon le ministre des Affaires religieuses, les imams sont appelés à prêcher, autant qu'ils le pourraient, les vertus de la participation aux élections quand bien même celles-ci sont biaisées. Et d'ailleurs, n'a-t-il pas auparavant loué les grandes réalisations du président de la République en rappelant les grands chantiers de routes, de logements, de barrages etc. Le ministre a, aussi, parlé du retour en force du pays sur la scène internationale.

Un retour en force, faut-il le rappeler alors que le même jour, le monde entier était branché sur la fameuse réunion qui avait lieu à Ankara entre le président turc Abdullah Gull et le président égyptien Hosni Moubarak ; deux présidents et deux nations sur lesquels même les puissances étrangères comptent pour le règlement du principal conflit qui interpelle toute la planète, à savoir le conflit israélo-palestinien. Cela se passe pendant que notre aide en nourriture envoyée pour les enfants de Ghaza pourrissait devant le passage de Rafah sans que nos responsables, à leur tête Bouteflika, plus soucieux du troisième mandat que de l'image de l'Algérie, lève le petit doigt.

Un retour en force au moment où le même jour, en football, ce sport-roi devenu le «number one» en diplomatie, nos voisins directs, la Tunisie affrontaient les Pays-Bas, le Maroc, la République tchèque pendant que notre équipe nationale affrontait… le Bénin. Voilà où nous en sommes arrivés avec notre entêtement à nous considérer toujours comme des géants alors que nous ne sommes... des nains au sens propre du terme.

Ainsi, et pour revenir au discours, le ministre Ghoulamallah a usé d'un certain déguisement mais largement compréhensible pour que ses orientations données aux imams soient faites pour booster l'élection présidentielle dont la plus grande appréhension pour le pouvoir et ses courtisans n'est pas tant l'absence de grosses cylindrées pouvant rivaliser avec le candidat-président mais bel et bien le fort taux d'abstention qui ôterait toute crédibilité au troisième mandat de Bouteflika.

Cela étant, rappelons que du côté des zaouïas, la messe était dite depuis longtemps, et à Bouira déjà, lors de son périple qui l'a conduit entre autres vers la principale zaouïa de Bellaâmouri à Hadjra Zerga, l'ensemble des présents avait, au cours de la visite de l'école coranique présente sur place, eu droit à des bénédictions avant d'entendre le préposé demander à Dieu de garder en bonne santé le président Abdelaziz Bouteflika pour se présenter pour un troisième mandat. Cela a été prononcé normalement sans que personne s'en émeuve.

Et puis pourquoi s'émouvoir, dès lors que l'on est dans le pays des *moudjizate*. Pauvre Algérie !

Y. Y.